

## **AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX**

**N°.02.SO/2020**

**(Séance Publique)**

Le Vendredi 06 Mars 2020 à 10h, il sera procédé en séance publique au siège du Conseil de la Concurrence à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres ouvert sur offres de prix concernant la réalisation « **d'un Sondage d'opinion relatif à la perception de la concurrence** ».

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré à la Division des Finances et de la comptabilité au sein du Conseil de la Concurrence, sise **Avenue Attine Mahaj Ryad, Imm 7 et 8, 4<sup>ème</sup> étage Hay Ryad Rabat**. Il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés de l'Etat : [www.marchéspublics.gov.ma](http://www.marchéspublics.gov.ma) et à partir de l'adresse électronique suivante : [www.conseil-concurrence.ma](http://www.conseil-concurrence.ma)

Le dossier d'appel d'offres peut être envoyé par voie postale aux concurrents qui le demandent dans les conditions prévues à l'article 19 du décret n° 2-12-349 du 08 jomada I 1434 (20 mars 2013) fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

Le cautionnement provisoire est fixé de **15 000,00 dhs** (Quinze Mille Dirhams).

Le montant du présent marché sur la base des prestations à réaliser a été estimé à : **1 800 000,00dh toutes taxes comprises**.

Le contenu ainsi que la présentation des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 25 et 27 et 29 du décret n° 2- 12-349 précité.

Les concurrents peuvent :

- soit déposer contre récépissé leurs plis au bureau de la Division des finances et de la comptables au Conseil de la Concurrence, Avenue Attine Mahaj Ryad, Imm 7 et 8, 4<sup>ème</sup> étage Hay Ryad Rabat ;
- soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au service précité ;

- soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 25 du décret n° 2-12-349 précité à savoir.

➤ **Dossier administratif comprenant :**

- a) la déclaration sur l'honneur comportant les indications et les engagements précisés à l'article 26 du Décret n° 2-12-349 précité ;
- b) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent, article 25 du décret 2-12-349 précité (original ou certifié conforme) ;
- c) L'attestation ou copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le Concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du Décret n°2-12-349 précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- d) L'attestation ou copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par la CNSS certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions de l'article 24 du Décret n° 2-12-349 précité ;
- e) Le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant ;
- f) Le certificat d'immatriculation au registre du commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;
- g) copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 157 du Décret n° 2-12-349 précité.

**NB :** Les candidats non installés au Maroc doivent fournir l'équivalent des pièces visés aux paragraphes c), d), et f) ci-dessus délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance.

A défaut, la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou les provenances, lesdites attestations peuvent être remplacées par une déclaration faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou

administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou de provenance.

➤ **Dossier technique comprenant :**

- h) une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, comportant les indications prévues par l'alinéa 1, paragraphe B de l'article 25 décret n° 2-12-349 précité ;
- i) les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté les dites prestations. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation ;
- j) pour les concurrents résidents au Maroc, une copie certifiée conforme à l'original du certificat d'agrément délivrée par le Ministre d'Equipement conformément aux dispositions de l'article 19 du Décret n°2-98-984 du 04 Hijja 1419 (22 mars 1999) ( **D13**).

NB :

- les concourants non-résidents au Maroc ne sont pas tenus de produire le certificat d'agrément visé dans l'article c;
- les concurrents non installés au Maroc doivent fournir le dossier technique composé des pièces prévues aux paragraphes a et b.

